



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 14 décembre 2024

**Une méthode inacceptable, une estimation faussée :**

**JA/FNSEA/FNO et Chambres d'agriculture France ne participeront pas au  
Groupe national loup**

***Alors qu'une réunion du Groupe national loup (GNL) doit se tenir ce lundi 16 décembre, la nouvelle estimation du nombre de loups a été communiquée dans la presse. Nous regrettons que la préfète coordinatrice du Plan loup privilégie les médias aux organisations membres du GNL. Une telle méthode mine la confiance que nous nous sommes attachés à bâtir.***

Malgré nos efforts pour engager un dialogue sincère et constructif, nous constatons que la Préfecture d'Auvergne-Rhône-Alpes ne s'inscrit pas dans la même démarche. L'annonce prématurée d'une estimation du nombre de loups avant même la tenue de cette réunion en est une illustration flagrante. Ces pratiques traduisent un manque de considération inacceptable des représentants professionnels agricoles alors même que la question de la méthode de comptage était à l'ordre du jour. La concertation et la transparence sont pourtant essentiels dans ce type d'instance.

L'estimation, que nous jugeons inexacte et biaisée, ignore les données et les observations remontées par les acteurs de terrain. S'élevant à 1 013 loups en 2024 contre 1 003 en 2023, elle ne reflète absolument pas la pression exercée par la prédation sur les éleveurs. En effet, le nombre d'attaques sur les troupeaux ne cesse d'augmenter (+4,6 % par rapport à 2023), tout comme le nombre de victimes (+10,6%) ainsi que le nombre de départements colonisés par le loup (66 en 2024).

Dans ces conditions, JA/FNSEA/FNO et Chambres d'agriculture France ont pris la décision de ne pas participer à la prochaine réunion du groupe national. Nous ne pouvons pas tolérer de telles provocations.

Il y a pourtant urgence à agir tant les éleveurs souffrent et les territoires sont sous tension. C'est pourquoi nous appelons à engager la révision de la Directive Habitats afin de concrétiser le déclassement du statut du loup dans le droit européen et de réouvrir sans délai le Plan national loup. Il faut une vraie politique de régulation du loup pour que cessent enfin les attaques des troupeaux !

## **Contacts presse :**

**FNSEA** : 01 53 83 47 47 / medias@reseaufnsea.fr

**Jeunes-Agriculteurs** : Thomas Debrix – tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr – 06 68 66 15 83

**FNO** : Marylène Bezamat - marylene.bezamat@orange.fr – 06 03 99 62 07

**FNB** : Thierry Rapin - thierry.rapin@fnb.asso.fr – 06 72 91 60 02

**FNPL** : Jean-Manuel Vignau - communication@fnpl.fr - 07 68 03 86 37

**FNC** : Nathalie Baills – fncheval@reseaufnsea.fr – 01 53 83 48 52

**FNEC** : Raphaël Guyet - rguyet@fnec.fr- 06 37 47 11 68

**Chambres d'Agriculture France** : Iris Roze - iris.roze@apca.chambagri.fr – 06 09 86 02 26